



78^e CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE

7|8 AVRIL
2018 AUBERVILLIERS



DE POITIERS À AUBERVILLIERS : DU RENOUVELLEMENT À LA REFONDATION

Le rapport d'activité du secrétariat national est une obligation statutaire. Il participe à la démocratie interne de notre parti et rend compte aux militants, de manière transparente, de l'activité conduite sous l'impulsion de la direction du parti depuis trois ans. Il permet de mettre en perspective le travail accompli, de prendre du recul pour en éclairer les enjeux et en restituer le sens.

Du congrès de Poitiers à celui d'Aubervilliers, presque trois ans s'écoulaient pendant lesquels le parti réfléchit, produit, agit. Cette action se déploie à l'échelle nationale, européenne et internationale. Elle implique les secrétaires nationaux, les instances du parti qui se réunissent régulièrement, mais aussi les parlementaires et les élus locaux, les fédérations et les sections, les militants et les sympathisants. Elle se construit au sein du Parti socialiste européen (PSE), en lien avec nos principaux partenaires, la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), les Jeunes Socialistes, Homosexualité et socialisme (HES), avec l'exigence constante de contribuer à la réussite du quinquennat de François Hollande, donc à celle de la France.

Depuis le congrès de Poitiers, le Parti ne cesse de travailler, que ce soit pour repenser sa matrice idéologique, mettre en mouvement la gauche à l'heure des grands rendez-vous électoraux, faire de l'Europe un enjeu et un espoir dans un monde globalisé.

2015 : LE TEMPS DU RENOUVELLEMENT

Le premier conseil national issu du congrès de Poitiers se réunit le 20 juin 2015. Il définit une nouvelle orientation et renouvelle les instances.

■ Une direction paritaire et rajeunie.

Le nouveau secrétariat national, issu du congrès et de ses modifications successives, s'organise autour de sept pôles thématiques. Sa composition est rajeunie, il compte 40 femmes et 38 hommes, une première dans l'histoire du parti, et de nombreux cadres accèdent à des fonctions nationales pour la première fois. Le secrétariat national se réunit en séminaire à La Rochelle, le 27 août, pour arrêter « la feuille de route des pôles ».

■ Réussir le quinquennat.

L'objectif, au plan national, est d'accompagner la politique conduite par le gouvernement, de préparer les échéances à venir, dans un contexte de fortes interrogations et de grande impatience des Français.

Le Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, rappelle que dans les institutions de la V^e République « le parti propose, l'exécutif dispose. » Ainsi, le 27 juillet 2015, sur proposition

de la commission budget – présidée par Guillaume Bachelay et représentant toutes les sensibilités issues du congrès – le Bureau national formule six propositions économiques et fiscales pour réussir la fin du quinquennat, relancer l'investissement public, conforter le pouvoir d'achat des ménages modestes et moyens, soutenir la création d'emplois et la formation. Il s'agit d'une base de discussion avec le gouvernement en vue du débat budgétaire. Ces propositions représentent, à l'horizon 2017, une mobilisation de 20 milliards d'euros en faveur de l'emploi, dont 10 milliards en 2016. Elles respectent la trajectoire des finances publiques de la France. Le Parti socialiste entend les promouvoir auprès du gouvernement, dans le débat public et dans les débats parlementaires sur les lois de finances et de financement de la sécurité sociale. Enfin, pour rendre compte aux Français du fruit de l'effort collectif pour le redressement de l'appareil productif, de l'assainissement des finances publiques et du renforcement du pouvoir d'achat par les baisses d'impôts, le Parti socialiste propose l'organisation d'une conférence sur l'état de la France au printemps 2016 mobilisant les forces vives du pays, nationales et territoriales.

■ L'Europe comme enjeu.

La séquence est marquée par une grande inquiétude pour l'Europe. Les élections au Danemark voient en effet la progression des partis nationaux-populistes alors que les partis sociaux-démocrates subissent un lourd revers. En Grèce, face à la crise qui s'enlise, Jean-Christophe Cambadélis relaie à la tribune du conseil national l'appel des socialistes à l'ensemble des parties prenantes, notamment le FMI, « pour trouver le compromis nécessaire afin que la Grèce reste en Europe ». Il fait également part de la solidarité des socialistes avec le peuple grec « qui subit depuis cinq ans une austérité dramatique ». Cette situation en Europe justifie l'intervention de la délégation française au congrès du PSE, à Budapest, pour porter une candidature commune et imprimer une dimension plus sociale à notre politique européenne. Notre conviction est qu'en Europe, il ne peut y avoir de solidarité à la carte et qu'aucun manquement d'un État membre aux valeurs de l'Union ne saurait rester sans sanction. C'est pourquoi le parti condamne avec force les murs de barbelés que le régime d'Orban érige en Hongrie contre les migrants. Le temps est venu pour l'Europe de rappeler au monde, et peut-être d'abord de se le rappeler elle-même, qu'elle est une « grande idée et pas seulement un grand marché », comme le rappelle

Guillaume Bachelay, une construction politique et morale et pas seulement économique. Le secrétariat national, avec Maurice Braud et Philip Cordery, met l'Europe au cœur des préoccupations du parti.

■ Le défi des réfugiés.

À l'automne 2015, alors que l'Europe fait face à la plus grave crise migratoire depuis 1945, le Premier secrétaire, avec le président de la FNESR, installe un réseau des villes solidaires pour l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile. Un rassemblement de ce collectif de villes et de villages se tient au Cirque d'Hiver le 8 septembre en présence de la maire de Paris, des maires de grandes villes, du péri-urbain, du monde rural, qui expriment leur mobilisation pour accueillir, accompagner, dignement et efficacement. La veille, le ministre de l'Intérieur s'est rendu devant le Bureau national pour échanger sur cette dimension concrète de l'accueil. Face à un défi migratoire global, les solutions sont mondiales. C'est pourquoi, nous plaidons, depuis le Congrès de Poitiers, pour une conférence internationale sur les réfugiés, une idée reprise par le président de la République. De la crise des réfugiés au projet de loi Collomb sur l'asile et l'immigration, le Parti socialiste ne cesse de demander la sanctuarisation de l'asile, l'accueil inconditionnel, dans la dignité, des personnes réfugiées.

■ La lutte contre le terrorisme.

Notre engagement international et européen est permanent, tout comme notre volonté d'éradiquer le terrorisme. Maurice Braud est chargé d'animer un groupe de travail sur le terrorisme et Daesh. Le rapport intitulé : «*Terrorismes, organisation État islamique*» est présenté au Bureau national du 9 novembre 2015, quelques jours avant les attentats du 13 novembre qui frappent une nouvelle fois la France, rappelant la prégnance de la menace terroriste. Tout au long de ces trois années, le parti soutient le gouvernement pour doter la France de l'arsenal législatif et juridique nécessaire pour faire face à la menace terroriste dans le respect de l'État de droit et des libertés, comme le rappelle constamment Marie-Pierre de La Gontrie.

■ La COP 21 et l'Accord de Paris sur le climat.

À la fin 2015, l'agenda international s'articule autour de la tenue de la conférence de Paris sur le climat. Les socialistes ont inscrit l'université d'été de La Rochelle – qui a réuni 4 000 participants – sous le signe de la social-écologie. Le Parti poursuit son engagement les 21 et 22 octobre, en lien avec le PSE, avec la réunion des leaders sociaux-démocrates et progressistes, en présence de Jeremy Corbyn, pour mobiliser et sensibiliser aux enjeux du climat. Sur un plan programmatique, les pôles «*international*» et «*préparation de l'avenir*» sont les chevilles ouvrières de l'organisation et de la rédaction de la déclaration finale, en 21 points, de la conférence «*Progressistes pour le climat*», aux côtés du Parti socialiste européen (PSE), du groupe S&D au Parlement européen et des fondations Jean-Jaurès et FEPS.

Le mois de décembre est marqué par la réussite de la COP21, premier accord universel pour le climat, approuvé à l'unanimité, le 12 décembre 2015, par 196 délégations du monde entier (195 États + l'Union européenne). Après l'adoption, en juillet, de la loi de transition énergétique pour une croissance verte, ce succès international, sous une présidence de gauche, concrétise la

social-écologie qui est désormais l'identité politique depuis nos états généraux.

■ Vers la Belle Alliance populaire.

Face au danger réactionnaire en France comme dans d'autres pays en Europe, il faut une alliance populaire. C'est le sens de la «*lettre ouverte à la gauche et aux écologistes*» que le Premier secrétaire adresse le 14 septembre, avec un constat : «*Le péril réactionnaire, ce défi mortifère, nous ne pourrions pas l'affronter divisés, isolés, chacun de notre côté*». Si la gauche «*venait aujourd'hui à manquer le tournant de l'unité et donc à perdre la bataille politique, elle perdrait la bataille de la République*». L'alliance populaire est bien plus qu'une initiative, c'est une perspective : non pas un cartel mais une alliance de nos formations avec celles et ceux qui, dans la société – syndicats, associations, ONG, citoyennes et citoyens – veulent s'engager. À l'automne 2015, en préfiguration des élections régionales des 6 et 13 décembre, un référendum populaire «*pour l'unité*» est ainsi organisé sous la direction de Rachid Temal, afin de rendre possible le rassemblement de la gauche et des écologistes, alors que le Front national est crédité de 28% d'intentions de vote et que la droite fait bloc. Il faut saluer ici le travail de Sarah Proust et Elsa Di Méo sur le Front national, la liste noire des cent candidats douteux investis par le Front national aux élections départementales, «*le livre noir des villes FN*» 18 mois après l'arrivée aux responsabilités de municipalités frontistes, la construction d'un module de formation dédié dans le cadre des universités permanentes régionales...

Un mois à peine après les terribles attentats de Saint-Denis et Paris, les Français sont appelés aux urnes. La gauche résiste bien : le PS et ses alliés recueillent 23% des voix et conservent 5 régions (Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Occitanie, Centre-Val de Loire, Nouvelle-Aquitaine), tandis que d'autres sont perdues de peu, comme la Normandie. Fin 2015, la débâcle annoncée n'est pas au rendez-vous.

2016 : SE DÉPASSER POUR MIEUX SE RECONSTRUIRE

■ Les controverses.

La période qui suit immédiatement est marquée par deux événements qui vont peser à l'approche des échéances de 2017 : le débat sur la déchéance de nationalité et l'avant-projet de loi sur le travail. Ils suscitent de nombreux débats et controverses au sein même du Bureau national et dans les fédérations.

Sous l'impulsion du Premier secrétaire, le parti exprime son opposition à une disposition constitutionnelle concernant spécifiquement les binationaux. Si la mesure n'est finalement pas adoptée, les incompréhensions et polémiques qu'il a suscitées n'en pèsent pas moins sur de nombreux citoyens. La droite au Sénat joue d'ailleurs la surenchère en bloquant un texte de compromis élaboré par les députés de droite comme de gauche, entre la déchéance effective et la constitutionnalisation de l'état d'urgence, écartant toute référence au caractère binational de la mesure au profit d'une non-distinction entre les Français.

L'avant-projet gouvernemental sur le travail suscite immédiatement des réserves. Le Premier secrétaire indique,

dès février 2016, qu'en l'état, il aurait «*du mal à voter le texte*». Le parti appelle à trouver un meilleur équilibre entre la souplesse nécessaire pour les entreprises dans la compétition économique et les sécurités indispensables pour les salariés. Un vœu formulé à nouveau lors du Bureau national du 7 mars, en présence de la ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social. Le parti appelle à la concertation et formule des corrections et des améliorations, en particulier sur le compte personnel d'activité renforcé. Il est entendu et, le 14 mars, le gouvernement engage une phase de concertation. La contribution des syndicats réformistes et l'action des députés socialistes participent ainsi très largement à la réécriture du texte qui sera présenté dix jours plus tard au conseil des ministres.

■ **Combattre le terrorisme et son idéologie mortifère.**

Le monde doit toujours faire face au terrorisme et à son idéologie mortifère. Elle tue dans le centre d'Istanbul, frappe Tel-Aviv, ensanglante Orlando avec l'effroyable tuerie homophobe du 12 juin 2016. Le lendemain, elle frappe à nouveau la France avec l'assassinat de deux fonctionnaires de la Police nationale, Jessica Schneider et Jean-Baptiste Salvaing, cibles d'un djihadiste au seul motif qu'ils sont policiers, qu'ils incarnent la République et qu'ils représentent la France. À Magnanville, c'est dans l'intimité même d'une famille que le terroriste a attaqué. Face à ces attentats, le parti dit son émotion à l'endroit des victimes et de leurs proches, sa solidarité avec les peuples meurtris, son soutien à l'action de l'exécutif et au président de la République. Combattre cette menace globale et multiforme est le défi d'une génération. Il s'agit de lui faire face avec maîtrise, sang-froid, en défendant les valeurs qui fondent notre démocratie et l'État de droit. La guerre est menée en lien avec de nombreuses nations et sur notre sol. Entre 2012 et 2016, trois lois antiterroristes et une loi sur le renseignement sont votées, 9000 postes créés dans la police et la gendarmerie, 1500 dans les services de renseignement. L'état d'urgence est appliqué. Plus de quinze tentatives d'attentat seront ainsi déjouées. Le parti salue, par ailleurs, l'adoption par le Parlement européen, à la mi-avril 2016, du registre des passagers aériens, le PNR.

Dans ce contexte, le secteur international continue de recevoir des délégations étrangères, de soutenir les combats de nos partis frères et des oppositions démocratiques à des régimes autoritaires ou des dictatures.

■ **Feuille de route.**

Le conseil national du 6 février 2016 adopte une feuille de route qui décline trois objectifs : se dépasser dans la Belle Alliance populaire, se projeter dans les *Cahiers de la présidentielle*, se mobiliser pour faire de la lutte contre le précarariat notre priorité.

■ **L'égalité, notre grande cause.**

Au soir du second tour des élections régionales, le Premier secrétaire fixe ce mot d'ordre : «*mettons toutes les énergies du pays, toute notre efficacité, toute notre volonté pour faire barrage aux inégalités. C'est une grande cause nationale*». Le 31 janvier 2016, à la maison de la Mutualité, se tient le rassemblement annuel des secrétaires de section du Parti socialiste. Ce temps traditionnel de lancement de l'année militante est consacré à la lutte contre les inégalités et la précarité et, autour du rapport rédigé par Emeric Bréhier,

député de Seine-et-Marne et secrétaire national, rythmé par trois tables rondes animées par des secrétaires nationaux, dont Estelle Grellier et Kamel Chibli, où plusieurs personnalités de la société civile, notamment, font part de leurs analyses, de leur expertise, de leurs préconisations d'action, et échangent avec les secrétaires de section venus de tous les territoires de métropole et des outre-mer. Une journée pour redire que «*l'égalité est notre cause car sur la planète les inégalités ne font jamais de pause*», pour saluer l'action menée depuis trois ans et demi pour les faire reculer – en ce début d'année 2016, trois avancées majeures se concrétisent : la complémentaire santé pour tous les salariés, la prime d'activité pour les travailleurs aux revenus modestes dont les 18-25 ans, la protection maladie universelle. En face, la nature du projet de la droite est frontale, c'est celui de la casse du modèle social. «*Il y a nécessité pour la gauche du XXI^e siècle d'agir sur trois fronts en même temps : l'investissement pour l'économie, le renforcement des solidarités, l'accomplissement des individus*», comme le rappelle alors Guillaume Bachelay.

■ **Définir un corpus idéologique.**

Face au bloc identitaire, à l'extrémisation d'une partie de la droite et à la montée des populismes, et pour répondre aux nouveaux défis du monde, le parti doit incarner le progrès, en le redéfinissant. Cette étape, ce sont les *Cahiers de la présidentielle*, animés et coordonnés par Guillaume Bachelay qui vont la décliner. Quand la droite propose la révolution conservatrice, le Front national la révolution nationale, les socialistes proposent un nouveau «*Nous, Français*». Si la cause du progrès reste nôtre, son contenu doit évoluer. Il s'agit moins de bâtir une somme programmatique que de donner du sens à l'action engagée depuis 4 ans et d'identifier les enjeux du futur pour formuler des propositions innovantes à soumettre aux Français, au moment des élections qui se profilent. Au final, un travail de fond, composé de 7 cahiers complets – «*Entreprendre, travailler, s'accomplir*», «*Apprendre pour s'émanciper*», «*Donner une force à l'Europe, donner un sens au monde*», «*Prendre soin des autres et de soi : vouloir l'État social-écologique*», «*Renforcer et protéger la démocratie*», «*Être Français au XXI^e siècle*», «*Les Enjeux de la présidentielle*» – élaborés à travers de nombreuses auditions d'intellectuels, d'acteurs de la société civile, de nos élus locaux et de parlementaires. On peut sans doute regretter l'absence d'appropriation collective de ce travail, d'autant que tous les candidats à la primaire s'en inspirent largement sans jamais le revendiquer ouvertement.

■ **Hommage à Michel Rocard.**

Après Sophie Dessus, Claude Estier, Jacques Salvator, Michel Rocard nous quitte. Le Parti socialiste organise un hommage à Solferino, le 7 juillet, ponctué par les interventions d'Alain Bergounioux, du Premier ministre Manuel Valls et de Jean-Christophe Cambadélis qui prononce alors cette phrase «*Derrière l'homme du parler-vrai, il y a bien entendu l'homme du penser-juste*».

■ **Mobiliser, expliquer.**

Yannick Trigance et Colombe Brossel pour l'éducation, Marc Mancel pour la santé, André Violé pour les territoires, Germinal Peiro pour l'agriculture, Claude Roiron puis Rita Maalouf pour les droits des femmes, Isabelle This Saint-Jean pour la social-écologie, Marie-Laure Fages pour les réfugiés, Florence

Augier pour les associations, Gabrielle Siry pour l'économie ; tous les secrétaires nationaux sont mobilisés en cette année pour valoriser les avancées de l'action du gouvernement, redonner du sens aux mesures prises depuis 2012, mais aussi faire remonter les interrogations, les doutes et les déceptions. À mesure que la situation de la France se redresse, les impatiences se font entendre.

De même, il faut saluer le travail des porte-parole, et notamment de Corinne Narassiguin, pour transmettre et expliquer la parole du parti auprès des médias, en faire entendre la singularité.

Pour mobiliser ses militants et sympathisants, le parti organise avec ses partenaires de la BAP des universités décentralisées en région, et une primaire les 22 et 29 janvier 2017. À la rentrée 2016, Jean-Christophe Cambadélis donne le coup d'envoi des universités de l'engagement de la Belle Alliance populaire qui sillonnent les régions pendant l'automne : Lomme (59), Rouen (76), Brest (27), Metz (57), Lyon (69), Marseille (13), Tours (37), Cenon (33), Labège (31), Le Mans (72)...

Les secrétaires nationaux poursuivent les réunions des commissions nationales auxquelles participent les secrétaires fédéraux thématiques, des experts, des chercheurs et universitaires (éducation, enseignement supérieur, santé...). Ces moments sont l'occasion de mettre en exergue les avancées de la politique nationale mais aussi de faire entendre aux ministres et aux parlementaires les doutes et les interrogations sur le terrain.

À cette mobilisation s'ajoute un travail d'explicitation de l'action gouvernementale, via les *Fiches de la réussite*, au nombre de 70, qui s'emploient à démontrer, mesures à l'appui, le sens de l'action menée depuis 2012 pour redresser le pays, renforcer les protections, faire émerger de nouveaux droits et ouvrir les universités.

Le combat idéologique est de mise face à la droite extrême et à l'extrême droite. *Regards sur les droites* et la *Revue socialiste* autour d'Alain Bergounioux s'en font régulièrement l'écho, en lien avec des intellectuels, politologues et autres experts qui n'auront de cesse de caractériser ces droites pour en déconstruire les discours et livrer une analyse critique des idéologies qu'elles véhiculent.

Dans cette période, la formation des militants est un enjeu. Le plan de rénovation de notre dispositif de formation, initié en 2014, se déploie à présent à travers les « unions régionales » et un programme de formation qui prend mieux en compte les nouveaux enjeux politiques de la période.

2017 : DES PRIMAIRES CITOYENNES À LA REFONDATION

■ Les primaires citoyennes.

Co-organisées par Christophe Borgel et Rachid Temal, elles constituent le premier temps fort de 2017. En donnant aux citoyens de gauche la possibilité de choisir celui ou celle qui les représentera à l'élection présidentielle, elles s'inscrivent dans l'approfondissement de la vie démocratique de notre pays voulu et engagé par les socialistes. Deux millions de Français se

rendent aux urnes pour désigner le candidat de la Belle Alliance populaire. L'ensemble du secrétariat national apporte son concours à la mise en place et à la mise en valeur de ce scrutin.

■ Hommage à Henri Emmanuelli.

Lundi 27 mars, la famille socialiste rend un dernier hommage à Henri Emmanuelli en sa maison commune de Solferino, en présence du Premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis, de Benoît Hamon, candidat socialiste à l'élection présidentielle et de Stéphane Cahen, premier secrétaire fédéral des Landes. « Pour tous les socialistes, Henri Emmanuelli était une voix. Une voix rocailleuse. Quelques fois sévère mais toujours maîtrisée. Une voix au service de si nombreux combats politiques, de la conquête à l'exercice du pouvoir » comme le rappelle alors le Premier secrétaire.

■ La campagne présidentielle.

Investi candidat à l'élection présidentielle le 5 février, Benoît Hamon bénéficie immédiatement des ressources du secrétariat national pour mener campagne. Pour enrichir le programme, il peut s'appuyer sur les axes de travail élaborés dans les *Cahiers de la présidentielle*, issu du travail du parti tout au long de l'année 2016. Les secrétaires nationaux apportent également leur pierre au projet du candidat : nombre d'entre eux lui adressent des contributions, organisent des rencontres avec les acteurs de la société civile, avec lesquels ils ont tissé des liens étroits au cours de leur mandat, répondent aux questionnaires et courriers adressés à Benoît Hamon. Le remarquable travail de la CNAR alimente ainsi le programme du candidat en matière d'agriculture, d'alimentation, de santé environnementale, et plus globalement sur les nouveaux défis des campagnes et de la ruralité.

Le secrétariat national prend soin, dans le même temps, d'accompagner et de valoriser le bilan du quinquennat de François Hollande, dont les résultats sont davantage visibles ces derniers mois : reprise de la création d'emplois, croissance en hausse, moral des ménages et des chefs d'entreprise à son plus haut niveau depuis une décennie, préludes à une reprise durable et significative de la consommation et de l'investissement. La justice fiscale, avec la baisse des impôts des plus modestes, progresse également et de nouveaux droits sont ouverts jusqu'au dernier jour du quinquennat, comme les socialistes s'y étaient engagés.

Une veille politique quotidienne sur les principaux candidats à l'élection présidentielle et une étude comparative des programmes, assorties d'éléments de riposte, sont mises à la disposition de l'équipe de campagne et de la direction du Parti. Une attention particulière est portée à la réponse à l'extrême droite. Durant l'entre-deux-tours, elle fait l'objet d'un tract et d'argumentaires quotidiens (« l'argu du jour ») adressés à l'ensemble des fédérations : le combat contre le Front national est en effet au cœur de l'engagement des socialistes. C'est un principe républicain auquel ils ne dérogent jamais : ils l'ont montré par le passé. Ils sont donc en première ligne pour s'opposer à Marine Le Pen.

■ Les législatives.

Le duel de second tour de l'élection présidentielle « matrice » la campagne des élections législatives. Dans ce contexte politique inédit, où nous avons explicitement appelé à voter pour

Emmanuel Macron afin de faire barrage à l'extrême droite, il est impératif de réaffirmer nos convictions et nos lignes rouges, ce que nous voulons et ce que nous refusons. Tels sont l'objectif et l'ambition de la plateforme programmatique, élaborée avec l'ensemble des sensibilités du parti sous la coordination de Guillaume Bachelay, et présentée en Bureau national.

L'investissement dans l'avenir, la transition écologique, les droits des travailleurs, l'éducation comme premier projet et premier budget de la nation, la solidarité intergénérationnelle et la protection de la santé des Français, l'approfondissement démocratique, l'engagement européen demeurent pour les socialistes des priorités. Le dialogue social et les droits des salariés, le compte pénibilité, la justice fiscale, la transparence de la vie publique, le financement de la culture, le juste échange ou encore les engagements de la France issus des Accords de Paris constituent des lignes rouges que le groupe socialiste aura à défendre au cours du prochain quinquennat.

■ Le gouvernement d'Édouard Philippe.

Les premières décisions prises montrent la nécessité de disposer d'un groupe socialiste au Parlement, constructif mais surtout vigilant. Pour accompagner les 410 candidats et les fédérations dans cette courte campagne des législatives, le secrétariat national produit un argumentaire quotidien, le «5 minutes pour convaincre», assorti d'éléments de riposte et fournit un kit de communication. Six porte-parole sont spécialement nommés pour faire entendre la voix des socialistes en campagne : Christine Revault d'Allonnes, Luc Carvounas, Pernelle Richardot, Rachid Temal, Julien Dray et Isabelle This Saint-Jean.

Ces rendez-vous démocratiques sont particulièrement suivis par nos partenaires européens et internationaux. Ils se sont tenus dans un contexte inouï dont il faut prendre toute la mesure. Une tentation puissante de repli et de rejet continue en effet de traverser nos démocraties : le Brexit puis l'élection de Donald Trump en sont les dernières manifestations. De fait, les mouvements nationaux-populistes en Europe, appuyés par des puissances étrangères cherchant à déséquilibrer les alliances stratégiques traditionnelles, connaissent ces derniers mois une forte progression. La menace terroriste, qui a frappé trois jours avant le premier tour de l'élection présidentielle française, et à plusieurs reprises durant la campagne des législatives au Royaume-Uni, aurait pu nourrir leur dynamique. Les scandales financiers qui ont rythmé la campagne présidentielle française auraient pu également leur profiter. Cela n'a pas été le cas et témoigne de l'esprit de résilience des sociétés européennes. Pour autant, rien n'indique que les échecs électoraux de l'extrême droite en Autriche, aux Pays-Bas, en France et au Royaume-Uni soient durables.

Cette montée des populismes est à mettre en perspective avec la crise profonde qui saisit l'ensemble de la social-démocratie européenne. Elle représente un défi majeur pour les progressistes. Elle appelle un travail collectif de refondation auquel nous devons nous consacrer, en France et en Europe, dans les mois qui viennent.

■ Le Parti socialiste reçoit et salue l'action de François Hollande.

Le 14 mai, François Hollande est accueilli chaleureusement rue de Solferino, il y retrouve des visages, des souvenirs. Une

grande banderole est accrochée avec ce mot de « Merci ». Dans son discours, l'ancien président de la République déclare qu'il laisse « la France dans un état bien meilleur que celui trouvé » au départ de Nicolas Sarkozy en 2012. Et il ajoute à l'adresse des militants socialistes : « sans vous, sans le mouvement que vous portez, sans la force que vous incarnez, je n'aurais jamais présidé la France ».

■ Le temps de la refondation et de la direction collégiale.

Au lendemain des législatives, Jean-Christophe Cambadélis cède sa place à une direction collégiale provisoire (DCP, puis DC), composée de 28 membres, qui se fixe pour mission de définir une feuille de route de la refondation. Rachid Temal est nommé coordinateur national.

Dès le mois de juillet, la modification des modalités d'organisation du prochain congrès est abordée par la direction collégiale ; elle sera engagée par le vote militant du 18 septembre, adoptée en conseil national le 9 décembre, confirmée par le vote du 18 janvier, puis entérinée deux jours plus tard par la convention statutaire et le conseil national. Ce processus vers le congrès est marqué par l'organisation de débats dans les fédérations et les sections, une plateforme participative est lancée, qui recevra plus de 250 contributions en moins d'un mois ; et sous la direction d'Isabelle This Saint-Jean, 8 entretiens de la refondation permettent de faire dialoguer des représentants du monde universitaire et de la société civile sur des grands sujets d'actualité (transition écologique, égalité femmes-hommes...). Une commission nationale d'organisation du congrès est mise en place, présidée par Rachid Temal, ses décisions sont prises à l'unanimité.

À partir du mois d'octobre, Guillaume Bachelay et Isabelle This Saint-Jean sont chargés de travailler à « l'expression » du parti : communiqués de presse, tracts (PLF 2017, PLFSS2017, Santé...), compte Twitter (cap des 200 000 abonnés franchis, meilleur taux d'impact des tweets...) et Facebook,...

■ Des revers, des impacts.

Les conséquences financières de la double défaite électorale frappent immédiatement le parti et les fédérations. Avec une diminution de 100 millions d'euros sur 5 ans, la DC est contrainte d'engager un plan de sauvegarde de l'emploi et la vente de son siège, rue de Solferino. Rachid Temal et Jean-François Debat, le trésorier, assurent sa mise en œuvre.

Pendant cette période, l'activité du parti ne faiblit pas pour dénoncer les mesures prises pendant l'été et à l'automne par le gouvernement Macron-Philippe : mobilisation contre l'abrogation de la semaine de 4,5 jours à l'école, contre la suppression des contrats aidés, contre la baisse des dotations aux collectivités et contre les ordonnances de la loi travail qui marquent une régression sociale. Le parti soutient et participe à la manifestation syndicale unitaire du 15 septembre. Les élections sénatoriales de septembre déjouent les pronostics et le groupe socialiste et républicain, avec 78 élus, fait mieux que résister. Le parti s'oppose, mais il propose à chaque fois d'autres mesures pour marquer qu'une autre politique est possible (PLF 2017, PLFSS 2017...).

■ L'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Alors que l'onde de choc de l'affaire Weinstein ébranle les

États-Unis, puis l'Europe, à l'initiative de Rachid Temal, le parti confie, dès le mois d'octobre, à Nadège Azazz, membre de la DC, Nawel Oumer, et à Rita Maalouf, secrétaire nationale aux Droits des femmes, l'animation d'un groupe de travail sur les violences sexuelles et sexistes dans la société, mais aussi au sein même du parti. Une résolution est adoptée à l'unanimité au Bureau national du 28 novembre, qui rappelle que le Parti socialiste est féministe et qu'à ce titre, il appliquera une tolérance zéro face aux violences sexistes et sexuelles. Des propositions concrètes sont annoncées qui sont mises en œuvre à partir de la fin de l'année 2017 : constitution d'un groupe de travail pour atteindre l'égalité réelle au sein du parti, formation des cadres et militants à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, mise en place d'un dispositif d'écoute en interne au niveau local appuyé par une cellule d'écoute externe au niveau national...

■ Les migrants, toujours.

Face à l'offensive que prépare le gouvernement au sujet des migrants, le Parti socialiste réagit rapidement. Dès le 10 décembre 2017, en appui aux associations sur le terrain, il s'oppose à la circulaire Collomb qui sera publiée deux jours plus tard, qui prévoit de trier les sans-abris dans les centres d'hébergement, selon leur statut administratif. C'est une remise en cause inacceptable de l'inconditionnalité de l'accueil et des droits fondamentaux des personnes. Cet engagement du parti est confirmé à l'occasion du Bureau national du 10 janvier qui auditionne le directeur général de la Fnars, et lors d'un entretien de Solferino, quelques jours plus tard. En

février 2018, dès connaissance de l'avant-projet de loi Collomb sur l'asile et l'immigration, le parti fait part de son opposition à un texte déséquilibré, coercitif, qui menace le droit d'asile et ne répond pas aux défis de l'accueil dans un monde marqué par un accroissement des migrations subies. Au Sénat, le groupe SRC décide de déposer un recours contre la loi Warsmann qui pourrait conduire en rétention des personnes dites « dublinées » alors qu'elles sont en situation régulière.

■ Les services publics.

Fin février, le gouvernement décide de passer en force pour réformer la SNCF : le parti s'oppose au recours aux ordonnances qui privent nos concitoyens d'un véritable temps de débat démocratique et aux mesures libérales du gouvernement qui ne permettent pas d'inventer le chemin de fer à l'heure de l'Accord de Paris, de la logistique urbaine, des nouvelles mobilités et de la lutte contre les inégalités territoriales. Les responsables du parti annoncent leur participation à la manifestation du 22 mars.

■ Et maintenant ?

Le travail accompli par la DC doit être poursuivi et de nouveaux défis relevés : apprécier des voix différentes, respecter la parole des militants. Telle doit être notre ligne de conduite de ces prochaines années, pour faire primer l'esprit de cohésion sur nos divisions passées. Il s'agit de se réinventer, en s'appuyant sur les territoires, en rénovant nos pratiques, en promouvant de nouveaux visages. Ce travail de fond sera l'une des missions de notre futur Premier secrétaire.